

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 42 (2015)
Heft: 6

Artikel: Le plan d'urgence pour la politique européenne
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912111>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le plan d'urgence pour la politique européenne

L'initiative populaire «Sortons de l'impasse» (Rasa) a abouti. Elle doit être «une sorte d'assurance» si la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse n'est pas eurocompatible.

JÜRIG MÜLLER

Personne ne croyait à son succès. Pourtant, à la mi-août, soit près de neuf mois avant l'échéance du délai de récolte des signatures, les personnes à l'origine de l'initiative «Sortir de l'impasse» avaient annoncé avoir récolté les 100 000 signatures requises. C'est considérable car l'initiative demande l'annulation de l'adoption, le 9 février 2014, de l'initiative contre l'immigration de masse lancée par l'UDC ou, en d'autres termes, de rayer de la Constitution l'article permettant à la Suisse de fixer des contingents et des plafonds d'immigration. Une telle initiative n'avait encore jamais vu le jour.

Mais l'aboutissement de l'initiative Rasa enrichit le débat relatif à la politique suisse concernant l'immigration et l'Europe. Car ses initiateurs ne promettent rien de moins que de «sortir de l'impasse». Dans le même temps, ils disent vouloir faire preuve de souplesse: déjà durant la récolte des signatures, ils n'excluaient pas un retrait de l'initiative. Selon eux, cette initiative est «une sorte d'assurance» ou encore «un plan B»: «Si le Conseil fédéral et le Parlement parviennent à présenter une meilleure solution et à mettre en œuvre l'initiative contre l'immigration de masse, sans compromettre les accords bilatéraux, nous retirerons notre initiative», explique Thomas Geiser, l'un des initiateurs de Rasa. Thomas Geiser est professeur de droit privé et commercial à l'Université de Saint-Gall.

Mais pour l'heure, il ne semble pas qu'une telle solution puisse émerger. L'UE se montre peu encline à assouplir le principe de libre circulation des personnes pour la Suisse. Le Conseil fédéral a nommé un médiateur en chef

(voir son portrait en page 17), Jacques de Watteville, avec le secrétaire d'État et défini les jalons de sa politique: maintien des accords bilatéraux et de l'accord sur la libre circulation des personnes, mais négociations avec l'UE afin d'adapter l'accord conformément au mandat constitutionnel.

Cette initiative est-elle antidémocratique?

Que va-t-il advenir si ces tentatives échouent? Si le choix pour la Suisse se limite à l'application stricte de l'initiative contre l'immigration de masse ou encore la voie bilatérale? Le cas échéant, l'initiative Rasa permettra-t-elle véritablement à la Suisse de sortir de l'impasse? Ou bien est-elle purement antidémocratique d'après la mesure où elle sabote la volonté populaire? Non, explique le politologue Georg Lutz. Compte tenu du résultat très serré de la votation concernant l'initiative contre l'immigration de masse, il pourrait être tout à fait judicieux, dans un contexte différent, d'inviter à nouveau le peuple à se prononcer, a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision SRF. Par ailleurs, voter à plusieurs reprises sur un même thème n'est pas une première dans une démocratie directe: cela s'est déjà produit pour le droit de vote des femmes ou lors de l'introduction du système proportionnel au Conseil national.

Les chances de l'initiative Rasa sont encore difficiles à évaluer. Thomas Geiser est optimiste: «La récolte des signatures a été un jeu d'enfant, ce qui donne un indice du sentiment populaire général.» Mais en l'occurrence, les initiateurs se sont concentrés sur la Suisse romande et les centres ur-

bains de Suisse alémanique, où l'initiative contre l'immigration de masse avait été largement rejetée. C'est un de ses points faibles: la majorité des cantons, requise pour une initiative populaire, sera difficile à atteindre. Par ailleurs, aucune association ni parti d'envergure ne soutient l'initiative. Le comité d'initiative est presque exclusivement soutenu par 400 particuliers, parmi lesquels des célébrités telles que les artistes Pipilotti Rist, Gardy Hutter et Dimitri, le footballeur Andy Egli, l'ancien président du Tribunal fédéral Giuseppe Nay, les professeurs Georg Kreis (historien) et Andreas Auer (juriste). Les grandes figures politiques sont absentes de la liste.

«Une entreprise risquée»

Mais selon l'évolution politique, l'initiative Rasa pourrait séduire davantage l'opinion suisse. Regula Rytz, coprésidente des Verts, qualifie l'initiative de «réseau de sécurité important», «en cas de pépin majeur». Christian Levrat, président du PS, pense également qu'un soutien à l'initiative est «un commando suicide, parce que le risque d'échec est grand». Christa Markwalder, conseillère nationale, membre libérale-radical des commissions de politique extérieure et proeuropéenne convaincue, a déclaré dans la «Berliner Zeitung»: «C'est une bonne chose qu'un comité de citoyens ait lancé une telle initiative. Mais c'est aussi une entreprise risquée. Car si le peuple rejette l'initiative, cela ne résoudra pas le problème mais ne fera que confirmer son existence.»

JÜRIG MÜLLER EST RÉDACTEUR À LA
«REVUE SUISSE»